

Transports

Gouvernement du Québec

Décret 216-2004, 17 mars 2004

Loi sur la voirie
(L.R.Q., c. V-9)

CONCERNANT la gestion et la propriété de parties de l'autoroute 15 située dans la Ville de Mirabel

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 7 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9) tel qu'il se lisait au 17 décembre 1997, l'autoroute 15 située dans la Ville de Mirabel est la propriété de l'État puisqu'elle a été acquise et administrée par l'Office des autoroutes du Québec avant le 1^{er} janvier 1983;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 2 de cette loi, le gouvernement a confirmé par le décret numéro 292-93 du 3 mars 1993 et modifié par le décret numéro 154-2000 du 16 février 2000, que l'autoroute 15 située dans la Ville de Mirabel est sous la gestion du ministre des Transports;

ATTENDU QUE l'échangeur 31 de l'autoroute 15 a été réaménagé pour des raisons de sécurité;

ATTENDU QUE les lots 3-23, 3-27 et 3-26 du cadastre de Mirabel, circonscription foncière de Deux-Montagnes, lesquels sont montrés comme étant les parcelles 4, 5 et 6 sur le feuillet 4D/6 du plan 622-84-J0-210 préparé par Gilles Duchesne, a.g., sous le numéro 997 de ses minutes, ne feront plus partie de l'échangeur 31 de l'autoroute 15 et qu'il y a lieu d'abandonner la gestion de ces lots;

ATTENDU QUE ces lots ne feront plus partie de l'échangeur 31 de l'autoroute 15 et qu'il y a lieu d'enlever le caractère d'autoroute à ceux-ci afin que le ministre des Transports puisse en disposer à titre d'immeubles excédentaires conformément au Règlement sur les conditions de disposition des immeubles excédentaires des ministères et des organismes publics édicté par le décret numéro 294-98 du 18 mars 1998;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 8 de la Loi sur la voirie, le gouvernement peut, par décret, déclarer qu'une route est une autoroute afin qu'elle devienne, sans indemnité, la propriété de l'État à compter de la publication de ce décret à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 6 de cette loi, les routes construites ou reconstruites par le gouvernement sont, restent ou deviennent la propriété des municipalités locales sur le territoire desquelles elles sont situées;

ATTENDU QUE la partie du lot 59-399 du cadastre de Mirabel, circonscription foncière de Deux-Montagnes, laquelle est montrée comme étant la parcelle 1 sur le feuillet 2H/6 du plan 622-84-J0-210 préparé par Jean Fortier, a.g., sous le numéro 1375 de ses minutes, fera partie de l'échangeur 31 de l'autoroute 15;

ATTENDU QUE les lots 313, 15-1812 et 15-1813 du cadastre de Mirabel, circonscription foncière de Deux-Montagnes, lesquels sont montrés sur les feuillets 2F/6 et 5C/6 du plan 622-84-J0-210 préparé par Gilles Duchesne, a.g., sous le numéro 997 de ses minutes, feront partie de l'échangeur 31 de l'autoroute 15;

ATTENDU QUE cette partie du lot 59-399 et ces lots 313, 15-1812 et 15-1813 du cadastre de Mirabel, circonscription foncière de Deux-Montagnes font partie de la route, propriété de la Ville de Mirabel et qu'il y a lieu de déclarer celle-ci autoroute, propriété de l'État à compter de la publication de ce décret à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports:

QUE soit abandonnée la gestion des parties de l'échangeur 31 de l'autoroute 15 connues comme étant les lots 3-23, 3-27 et 3-26 du cadastre de Mirabel, circonscription foncière de Deux-Montagnes et que soit enlevé le caractère d'autoroute à ces lots afin que le ministre des Transports puisse en disposer à titre d'immeubles excédentaires;

QUE soit déclarée autoroute, propriété de l'État, la partie de la route identifiée par la partie du lot 59-399 du cadastre de Mirabel, circonscription foncière de Deux-Montagnes, laquelle est montrée comme étant la parcelle 1 sur le feuillet 2H/6 du plan 622-84-J0-210 préparé par Jean Fortier, a.g., sous le numéro 1375 de ses minutes, ainsi que les lots 313, 15-1812 et 15-1813 du cadastre de Mirabel, circonscription foncière de Deux-Montagnes, lesquels sont montrés sur les feuillets 2F/6 et 5C/6 du plan 622-84-J0-210 préparé par Gilles Duchesne, a.g., sous le numéro 997 de ses minutes;

QUE les annexes des décrets numéros 292-93 du 3 mars 1993 et 154-2000 du 16 février 2000 soient modifiées en conséquence ;

QUE le présent décret prenne effet à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

42122